

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

INTERVENUE ENTRE

Roche Ltée, Groupe conseil, personne morale dûment constituée ayant sa principale place d'affaires au [REDACTED]

ici représentée par monsieur Mario Martel, son Président et Chef de la Direction;

ci-après « Roche »

ET

Monsieur [REDACTED] ingénieur, conseiller en gestion et développement stratégique, ayant sa place d'affaires au [REDACTED]

ci-après « [REDACTED] »

1. Responsabilités

Sous réserve des termes et conditions des présentes, Roche retient les services professionnels de [REDACTED] qui accepte, pour agir à titre de Conseiller au développement stratégique auprès du Président et Chef de la Direction de Roche et s'engage à rendre les services suivants :

- participer aux réunions et au développement des secteurs de Roche (principalement Municipal et Transport) pour l'Est du Québec;
- conseiller madame France Michaud et monsieur André Côté quant aux orientations du secteur municipal;
- agir à titre de directeur et gestionnaire de projets dans le cadre de certains contrats spécifiquement en accord avec la Présidence de Roche.

- effectuer le développement des affaires, principalement sur le territoire de l'Est du Québec, sous la responsabilité du Président et Chef de la Direction de Roche ou de la personne qu'il aura spécifiquement et expressément déléguée.

2. Honoraires professionnels

Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12 ci-après, [REDACTED] offre ses services professionnels à Roche à titre de consultant en contrepartie du paiement par Roche d'une rémunération de cent quatre vingt mille dollars (180 000 \$) par année payable à raison de quinze mille dollars (15 000 \$) par mois.

3. Prime de performance

En raison de l'effort de développement qu'il aura déployé à l'obtention des projets ayant été préalablement identifiés d'un commun accord avec le Président et Chef de la Direction, [REDACTED] recevra une prime de performance calculée à chaque fin de trimestre de l'exercice financier de Roche. Pour les fins des présentes, les parties conviennent que le premier trimestre sera complété en date du 31 décembre 2005.

Qualification de la prime

Ainsi, cas par cas, dans un écrit qui sera joint aux présentes pour en faire partie intégrante, les parties identifieront les projets pour lesquels une prime de performance devra être éventuellement payée à [REDACTED]. Le calcul de la valeur de cette prime de performance sera arrêtée, selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

. 5% de la valeur des honoraires établis aux contrats garantis à Roche par voie de résolution d'un conseil municipal ou autres contrats fermes lorsque le taux de majoration applicable aux services rendus au client est de 2.8 et plus, ce pourcentage étant proportionnellement décroissant jusqu'à un taux de majoration de 2.5.

Aucune prime de performance ne sera versée lorsque le taux de majoration applicable se situera en deçà de 2.5.

ou

. 0,5% de la valeur contractuelle des travaux exécutés ou à être exécutés en raison de contrats garantis à Roche par voie de résolution d'un conseil [REDACTED]

municipal ou autres contrats fermes octroyés à Roche, dans la mesure où les projets affichent une rentabilité similaire à ce qu'énonce au paragraphe précédent.

Paieement de la prime

Les parties tiendront à jour un fichier de comptabilité progressive aux fins du calcul et du paiement des primes trimestrielles, étant entendu que le paiement de la prime sera exigible sur encaissement des sommes facturées aux clients.


De plus, en aucun temps la rémunération totale reçue (honoraires professionnels et primes de performance - excluant les honoraires convenus au à l'article 4 ci-après) ne devra être supérieure à deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) par année. Cependant toute différence excédentaire, sera reportée à l'année subséquente et ainsi de suite. Le solde ainsi reporté et toujours impayé au terme de la présente convention devra alors être acquitté, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$), par le biais de douze versements mensuels égaux et consécutifs dans l'année qui suivra la fin du contrat.

Les parties conviennent également qu'à chaque année, la première tranche de cinquante mille dollars (50 000 \$) à être versée en vertu des termes du présent article 3 sera réduite des bonis de performance payés conformément aux dispositions du présent article 3. Cette première tranche de cinquante mille dollars (50 000 \$) ne devra en aucun temps être considérée aux fins du calcul du solde reporté visé au paragraphe précédent.

4. Services professionnels facturables spécifiques

En sus des honoraires professionnels et de la prime de performance discutés aux articles 2 et 3, lorsque le temps consacré par [REDACTED] à un projet sera facturable à un client ou que des services d'autre nature, non prévisibles en date de la signature des présentes, sont rendus, Roche versera à [REDACTED] des honoraires supplémentaires à un taux horaire de cent cinquante dollars (150\$) en considération du total des heures facturées. Ces honoraires supplémentaires ne pourront toutefois pas excéder la somme de vingt mille dollars (20 000 \$) par année et ne pourront être reportés sur une année subséquente.

De même, il faudra évidemment que ces projets soient rentables dans une proportion similaire à ce qu'établi à l'article 3 des présentes.



5. Boni de signature

Un boni de signature au montant de cinquante sept mille cinq cent dollars (57 500 \$) sera versé à [REDACTED] en date de la signature des présentes.

6. Remboursement de dépenses

Tous les frais de représentation et autres coûts, facturables ou non facturables, encourus aux fins de satisfaire aux services requis et jugés nécessaires par Roche seront remboursés à [REDACTED] sur production d'un relevé de dépenses, dans la mesure où ces dépenses seront acceptables suivant les politiques et procédures de Roche et auront été prévues au budget qui sera établi avec le Président et Chef de la Direction. [REDACTED] devra présenter toutes les pièces justificatives afférentes aux remboursements réclamés sur demande de Roche.

7. Taxes

Toutes les sommes d'argent prévues dans cette convention excluent toutes taxes imposées sur ce genre de services, notamment la TPS et la TVQ, lesquelles seront facturées par [REDACTED]


8. Assurances

Tous les gestes posés par [REDACTED] pour et à l'acquit de Roche à titre de consultant seront couverts par l'assurance responsabilité civile professionnelle contractée par Roche.

Roche verra de même à rembourser les coûts d'une police d'assurance-vie, salaire et médicale couvrant [REDACTED] laquelle sera mise en place par ce dernier à sa plus proche convenance.

9. Non-concurrence

Roche reconnaît que [REDACTED] sera appelé à poursuivre d'autres activités professionnelles, lesquelles ne seront par ailleurs pas en concurrence avec Roche et les membres de son groupe



10. Responsabilités additionnelles

Au terme de cette convention de services professionnels, [REDACTED] sera responsable de remettre à Roche tout le matériel et la documentation appartenant à Roche qui auront été utilisés dans le cadre des services rendus, de même que toute copie qu'il pourrait avoir en sa possession advenant la terminaison de la convention, étant entendu que ces informations sont confidentielles et doivent le demeurer.

11. Responsabilités de Roche

Outre le paiement des honoraires professionnels et bonis ici convenus, Roche s'engage à apporter à [REDACTED] tout le support technique, corporatif et financier nécessaire à la bonne exécution de ses prestations de services professionnels.


12. Entrée en vigueur et durée

Sous réserve des conditions de paiement établi à l'article 3 ci-devant et des conditions de résiliation établies à l'article 13 ci-après, la présente convention entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2005 et se terminera le 30 septembre 2010 ayant ainsi une durée déterminée, ferme et irrévocable de cinq (5) ans.

13. Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties dans les trente (30) jours de la réception d'un préavis écrit à cet effet à la seule conditions que l'une ou l'autre des parties ne soit plus en mesure de maintenir ses opérations professionnelles et/ou commerciales.

Advenant résiliation de la présente convention, [REDACTED] aura droit au paiement des honoraires correspondants aux services professionnels rendus en date de ladite résiliation ainsi qu'à tout boni découlant de l'octroi de contrats antérieurement à la date de résiliation tel qu'identifié conformément aux dispositions de l'article 3 ci-devant. Les paiements des bonis sur contrats identifiés conformément à l'article 3 ci-devant en date de la résiliation, deviendront dus et exigibles à l'encaissement des sommes payables par le Client.



14. Modification

La présente convention pourra être revue et amendée en tout temps d'un commun accord par un écrit signé des deux parties.

Les parties conviennent toutefois de revoir l'application de l'ensemble des dispositions de la présente Convention au troisième anniversaire de sa signature.

15. Préséance

Le présent document constitue la totalité de l'entente intervenue entre les parties à l'exclusion de tout autre document, convention ou promesse verbale antérieur ou concomitant qui peut être intervenu dans le cadre des négociations qui ont précédé l'exécution complète de la Convention, que les parties déclarent inadmissibles en tant qu'élément de preuve susceptible de modifier ou d'affecter de quelque façon que ce soit l'une ou l'autre des dispositions du Contrat.

16. Interprétation

Les parties conviennent que la présente convention doit être interprétée conformément aux dispositions des articles 2098 et suivants du Code civil du Québec traitant du contrat d'entreprise ou de service.

17. Règlement de différends

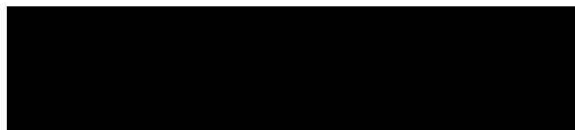
Dans l'éventualité d'un différend ou d'un litige entre les parties quant aux obligations qu'elles se sont mutuellement consenties aux présentes, les parties désigneront d'un commun accord un médiateur aux fins d'en arriver à un règlement à l'amiable.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'en arriver à un tel règlement par voie de médiation, les parties désigneront d'un commun accord un arbitre pour entendre leur prétentions et rendre une décision qui sera finale et sans appel. L'arbitre ainsi choisi procédera conformément aux dispositions du Code de procédure civile du Québec applicable à l'arbitrage.

18. Consentement mutuel

Les parties, reconnaissent avoir pris connaissance du contenu des présentes, déclarent en accepter les termes et conditions y stipulés comme représentant adéquatement l'intention des parties lors des négociations ayant précédé sa signature.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES À SAINTE-FOY, CE 29 SEPTEMBRE 2005 DEVANT LE NOTAIRE CHANTAL MATHIEU



Mario Martel, CA
Président et chef de la Direction
Roche Ltée, Groupe Conseil


Notaire 

